



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.189/PC.1/17
28 mars 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME,
LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE
ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

Comité préparatoire
Première session
Genève, 1er-5 mai 2000
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORTS, ÉTUDES ET DOCUMENTS DIVERS À ÉTABLIR
POUR LE COMITÉ PRÉPARATOIRE ET LA CONFÉRENCE

Note du Secrétaire général transmettant les études et recommandations adressées
par les institutions spécialisées, les autres organisations internationales, les organes
compétents des Nations Unies et les organisations régionales au sujet de la
Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie
et l'intolérance qui y est associée

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Introduction	3
I. RÉPONSES REÇUES DES ORGANES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES	3
A. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3
B. Programme des Nations Unies pour le développement et Programme des Volontaires des Nations Unies.....	9
C. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.....	11
D. Fonds des Nations Unies pour la population	21

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
E. Organisation internationale du Travail	25
F. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	26
II. RÉPONSES REÇUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	27
A. Institut interaméricain des affaires indigènes	27
B. Organisation internationale pour les migrations	28

Introduction

1. Au paragraphe 37 de sa résolution 54/154, l'Assemblée générale a prié les gouvernements, les institutions spécialisées, les autres organisations internationales, les organes compétents des Nations Unies, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des droits fondamentaux des migrants et les autres mécanismes de défense des droits de l'homme d'apporter leur concours au Comité préparatoire, d'effectuer des études, d'adresser au Comité préparatoire, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des recommandations concernant la Conférence mondiale et ses préparatifs.

2. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies énumérés ci-après ont répondu à la demande de renseignements contenue dans une note verbale du 9 février 2000 : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Volontaires des Nations Unies (réponse commune), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Organisation internationale du Travail (OIT) et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Des réponses ont aussi été reçues des organisations intergouvernementales suivantes : Institut interaméricain des affaires indigènes et Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le présent rapport, soumis conformément à la résolution 54/154 de l'Assemblée générale, reprend la teneur de ces réponses.

I. RÉPONSES REÇUES DES ORGANES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

A. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

1. Ce qui distingue les réfugiés des autres catégories de personnes nécessitant une aide humanitaire, c'est leur besoin de protection internationale. La plupart des personnes peuvent compter sur leur propre gouvernement et sur ses institutions pour protéger leurs droits et leur sécurité physique, fût-ce de manière imparfaite. Ce n'est pas le cas des réfugiés. La protection que la communauté internationale apporte aux réfugiés tient compte de la spécificité des besoins des personnes qui ont de bonnes raisons de craindre que l'on ne veuille pas ou que l'on ne puisse pas leur apporter une protection efficace dans leur pays.

2. Le principe qui est au cœur de la protection internationale est que nul ne doit être forcé à retourner contre son gré dans un pays dans lequel sa vie ou sa liberté serait mise en danger du fait "de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques". Le principe du non-refoulement est donc extrêmement important dans la protection des réfugiés. La protection doit porter à la fois sur la sécurité physique des réfugiés et leur dignité en tant que personnes humaines. Les éléments essentiels de la protection internationale sont donc l'accès à la sécurité, le non-refoulement, l'absence de discrimination et une aide leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels et de jouir des droits fondamentaux de l'homme.

3. Un grand nombre des personnes nécessitant une protection fuient un conflit armé, une situation de violence généralisée, des perturbations graves de l'ordre public ou des violations systématiques des droits de l'homme. On ne devient pas instantanément un réfugié : les causes profondes se développent souvent lentement, jusqu'à la survenance brutale d'un événement catalyseur, qui pousse la personne à fuir.
4. Traditionnellement, on considérait que le besoin de protection internationale naissait seulement après que le réfugié avait franchi la frontière, et qu'il cessait dès qu'une solution avait été trouvée. Cela n'est plus le cas aujourd'hui, car des millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et l'on reconnaît désormais la nécessité de surveiller la situation des réfugiés après leur retour dans leur pays ou à leur lieu d'origine.
5. Aussi la stratégie de protection du HCR s'étend-elle à la totalité du cycle des déplacements forcés. Premièrement, le HCR s'efforce, en coopération avec d'autres, d'empêcher que les conditions se détériorent au point que les populations soient obligées de fuir. Deuxièmement, il s'efforce de satisfaire leurs besoins de protection et d'assistance pendant leur fuite et dans les pays d'asile. Enfin, il s'efforce de promouvoir et de contribuer à assurer la sécurité et le bien-être des réfugiés dans les premiers stades de leur rapatriement vers leur pays d'origine. Le HCR sait par expérience que les questions de racisme et d'intolérance constituent des obstacles graves à tous les stades de ce cycle des déplacements.
6. Le nombre des réfugiés a augmenté de façon dramatique. Il est aujourd'hui de 22,2 millions dans le monde. Des millions d'autres personnes ont aussi été déracinées, mais en restant dans leur propre pays. Le HCR a réagi en essayant de s'attaquer au problème des réfugiés dans sa globalité, c'est-à-dire de s'occuper des réfugiés pendant l'exode, de les protéger pendant leur asile et jusqu'à leur rapatriement volontaire et à leur véritable réintégration. En recherchant des solutions durables aux problèmes des réfugiés, le HCR s'efforce d'aider ceux qui souhaitent rentrer dans leur pays d'origine et s'y réintégrer. À défaut, il contribue à d'autres solutions durables telles que l'intégration dans le pays d'accueil ou la réinstallation dans un pays tiers.
7. Les conflits et tensions entre groupes ethniques ont proliféré ces dernières années dans presque toutes les régions du monde. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kosovo, l'ex-Yougoslavie, le Sierra Leone, le Rwanda, le Burundi, le Soudan, l'Érythrée, l'Indonésie et l'Éthiopie ne sont quelques exemples d'une longue liste. Très peu d'États en effet sont ethniquement homogènes.
8. Les tensions ethniques et raciales peuvent être considérées comme une cause profonde des flux de réfugiés pour deux raisons. Premièrement, elles peuvent résulter de stratégies politiques visant à exploiter les différences entre groupes ethniques pour se ménager des appuis, ou même faire partie intégrante de ces stratégies. Les antagonismes ethniques peuvent être délibérément attisés pour des fins personnelles, parfois tout à fait étrangères aux questions ethniques. Deuxièmement, bien que la plupart des États soient composés de groupes ethniques divers, l'identité ethnique d'un groupe est très souvent affirmée comme étant la caractéristique qui définit la nationalité. Certains groupes minoritaires peuvent être perçus comme faisant obstacle à la construction de la nation, et comme incapables de s'adapter à une identité nationale homogène.
9. Les conflits récurrents entre groupes ethniques ou communautaires à l'intérieur d'un État requièrent la médiation du gouvernement central. Si l'État est lui-même partie au conflit, ou si, pour une autre raison, il ne veut pas jouer effectivement son rôle de médiateur, cela risque

d'entraîner une "purification ethnique" ou d'autres formes de ségrégation des populations, qui peuvent provoquer des départs massifs, comme cela a été le cas au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, en Arménie, en Azerbaïdjan et au Rwanda.

10. Si les événements qui déclenchent les mouvements de réfugiés sont particuliers à chaque situation, certaines caractéristiques communes se dégagent. La cause immédiate de la fuite est, dans la plupart des cas, une menace imminente à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne. L'expulsion délibérée d'un groupe ethnique peut être la tactique et l'objet du conflit lui-même.

11. Une condition indispensable à la prévention des exodes massifs et à la promotion du rapatriement volontaire en tant que solution aux problèmes des réfugiés est que les États directement concernés manifestent la volonté politique de s'attaquer à des problèmes tels que le respect des droits de l'homme, le non-recours à la force, le règlement pacifique des différends et le développement économique et social.

12. Les conséquences de l'arrivée de personnes déplacées, et de réfugiés, pour l'État d'accueil et sa population, peuvent être lourdes, en particulier en cas d'afflux massif. Pour certaines communautés d'accueil, l'arrivée des réfugiés constitue un bouleversement indésirable de leur vie normale. Certaines y voient une menace pour le mode de vie ou la culture nationale, et même une menace pour la sécurité et la stabilité de l'État. D'autres encore considèrent que tous les étrangers sont en concurrence avec eux pour les ressources limitées du marché du travail ou des services sociaux. La contribution positive que les réfugiés peuvent apporter aux sociétés qui les accueillent, et le fait qu'ils ont besoin d'une aide humanitaire et d'une protection qu'ils ne peuvent pas trouver dans leur propre pays, sont souvent perdus de vue dans la chaleur des débats sur les migrants "indésirables" de manière générale.

13. Ces sentiments peuvent constituer un sol fertile sur lequel le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée vont se développer. Ils peuvent facilement être aggravés par l'irresponsabilité des médias, le manque d'information de la population du pays d'accueil ou par des manipulations ayant un but politique et non humanitaire. Ils risquent de nuire à la qualité de l'asile offert par l'État d'accueil et, une fois installés, ils sont difficiles à combattre. Pour lutter contre ces tendances négatives, il est important d'encourager les populations d'accueil à considérer les réfugiés, non pas comme des migrants ordinaires, mais comme des personnes qui nécessitent, et qui méritent, une protection et une aide internationales. Des campagnes d'opinion et une information sérieuse de la part des médias sur les questions des réfugiés pourraient contribuer à dédramatiser et à dépolitiser des questions qui sont, par essence, humanitaires.

14. Il existe trois solutions durables au problème du déplacement des réfugiés : l'intégration dans le pays d'accueil, la réinstallation dans un pays tiers, ou le rapatriement volontaire dans le pays d'origine ou au lieu de l'ancienne résidence habituelle. En ce qui concerne les deux premières solutions, le racisme et la xénophobie constitueront des obstacles graves à la bonne intégration des réfugiés dans leur nouvelle société, pour certaines des raisons indiquées plus haut. Bien que la solution durable la plus viable soit, dans chaque situation, fonction du contexte, celle du rapatriement volontaire aura la préférence, en particulier en cas de mouvements massifs de réfugiés.

15. En septembre 1999, le HCR avait aidé environ 513 000 réfugiés à rentrer chez eux. Dans le passé, les opérations de rapatriement constituaient la phase finale du processus de normalisation

des États, généralement après le rétablissement de la paix et de la stabilité dans le pays.

Au contraire, depuis les années 1990, nous constatons que le rapatriement se déroule de plus en plus dans des circonstances qui sont loin d'être idéales, et parfois même alors que le conflit se poursuit et que l'insécurité règne dans le pays où retournent les réfugiés.

16. Les retours massifs d'aujourd'hui tendent à s'inscrire dans ce processus. Il est important de souligner que les réfugiés eux-mêmes jouent un rôle important dans l'instauration et le rétablissement de la paix dans leur pays d'origine. Les négociations sur les conditions du rapatriement constituent souvent une première étape importante dans l'établissement de contacts entre opposants dans un conflit. La mise en place d'un gouvernement stable peut dépendre de la possibilité pour les réfugiés rapatriés de prendre part à des élections ou référendums sur la forme du gouvernement et ses dirigeants. Le rapatriement dans une situation d'instabilité comporte des risques considérables pour les réfugiés, mais ceux-ci décident souvent de retourner dans leur pays malgré le danger.

17. La légitimité des préoccupations du HCR concernant les conséquences du rapatriement est reconnue depuis 1985. Le HCR s'efforce d'obtenir le retour durable ou la réintégration effective des réfugiés et, le cas échéant, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ce qui suppose le rétablissement de la protection nationale par le pays d'origine.

18. Certains des obstacles au rapatriement des réfugiés peuvent être imputés à la faiblesse de l'État et de la société civile, qui rend difficiles l'instauration de la paix et la création d'un environnement stable et sûr. En outre, la manière dont se produira le mouvement de retour aura aussi des répercussions sur le processus de rétablissement de la paix. Le rapatriement de réfugiés en masse, par opposition au retour en nombres moins importants étalé sur une plus longue durée, aura des incidences significatives sur la réintégration. Il pourra influencer sur le processus de reconstruction économique, en particulier dans les cas où le grand nombre des réfugiés rapatriés pèse lourdement sur les ressources et l'infrastructure locales. Le retour massif peut aussi avoir une influence sur les politiques de l'État et sa légitimité, en particulier dans le cadre d'élections, ou lorsque ce retour modifie l'équilibre du pouvoir militaire ou politique, en le déplaçant d'un groupe ethnique à un autre. Le rapatriement peut aussi soit faciliter, soit compromettre, la réconciliation entre les parties au conflit.

19. Il faut aussi considérer que les tensions économiques et sociales causées par les retours massifs peuvent, en elles-mêmes, compromettre les efforts de rétablissement de la paix. Par exemple, lorsque de grands nombres de réfugiés veulent, après une longue période d'exil, récupérer à leur retour leurs biens occupés, le processus de réintégration sera très compliqué.

20. Face à l'énormité de ces défis, la réintégration des réfugiés est considérée comme faisant partie intégrante du processus plus large du rétablissement de la paix. De même, le rétablissement effectif de la paix sera la condition *sine qua non* de la mise en place effective d'une protection nationale. Pour relever ces défis, l'État doit essentiellement compter sur le succès de la reconstruction de la société civile et du processus de réconciliation. Il est donc essentiel pour les États qui sortent de conflits ethniques violents de s'assurer l'engagement et la participation de tous les secteurs de la société dans le processus de réconciliation.

21. Dans son sens le plus large, la réconciliation suppose que les parties au conflit aient une perception commune des causes du conflit et de sa nature, et qu'elles se mettent d'accord dans une

certaine mesure sur les responsabilités. Au strict minimum, elle suppose la garantie de la coexistence pacifique des parties au conflit. Elle comporte nécessairement un certain nombre d'éléments, comme l'établissement d'un consensus sur les notions de responsabilité et de justice, mais aussi la promotion des droits de l'homme et des droits des minorités par la législation et l'éducation, ainsi qu'une forme ou une autre de redistribution équitable des richesses économiques et sociales des biens de la "nouvelle société". Enfin, il est essentiel qu'elle offre aux populations un environnement sûr, leur permettant de s'investir dans la reconstruction du tissu social.

22. En 1985, le Comité exécutif du HCR a conclu que le suivi des amnisties, garanties et assurances devait être considéré comme faisant partie intrinsèque du mandat du Haut-Commissaire. À partir du début des années 1990, le rôle de protection du HCR a débordé le suivi des amnisties et garanties, pour inclure la surveillance des droits de l'homme essentiels des réfugiés. Dans ce contexte, on entend par droits essentiels, au minimum, le droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité physique. Le HCR est aussi de plus en plus souvent appelé à surveiller d'autres droits, comme le droit à un procès équitable, le droit à la restitution de ses biens ou à une indemnisation, le droit à l'éducation, le droit au travail, le droit à la liberté de mouvement. Dans certaines opérations récentes de rapatriement, par exemple au Rwanda, au Kosovo et en ex-Yougoslavie, le HCR a aussi introduit de nouvelles approches de la protection, en complétant la surveillance par des activités de protection telles que la promotion de la liberté de mouvement et la réintégration interethnique.

23. Le principe de non-discrimination entre rapatriés et population locale est depuis toujours au centre de la surveillance des droits de l'homme : une fois établi que les rapatriés ne font pas l'objet de discrimination en ce qui concerne la jouissance des droits essentiels, ou que, si la discrimination se poursuit, les institutions nationales prévoient des mesures adéquates pour y remédier, on suppose que le HCR peut progressivement mettre fin à ses activités de surveillance dans le pays d'origine. Plus récemment, dans le cadre d'opérations multinationales complexes de maintien de la paix, le HCR a également développé sa collaboration avec les forces armées et les organismes de droits de l'homme pour encourager et aider l'État à offrir sa protection aux rapatriés.

24. La surveillance est souvent complétée par des activités visant à promouvoir l'équité, la justice et la démilitarisation. Les activités entreprises au niveau communautaire sont particulièrement intéressantes et efficaces, et font souvent intervenir des partenaires multilatéraux. De toute évidence, si l'on veut que le rapatriement soit durable et que les causes profondes de l'exode des réfugiés disparaissent, il faut prendre des mesures résolues au niveau national pour lutter contre la discrimination contre les groupes minoritaires à leur retour.

25. Les conflits et les tensions s'accroissent lorsque les groupes victimes décident de riposter ou recherchent d'autres formes de réparation. Le racisme, ou la discrimination sur la base de la race ou de l'ethnie, nous touche tous et la responsabilité de les combattre et d'y mettre fin nous incombe à tous. Des efforts doivent être faits pour que toutes les parties concernées s'attaquent à ce problème. Il est incontestable que l'absence de mesures actives en faveur des victimes entraîne souvent des problèmes sociaux plus graves, et peut même conduire à des conflits violents et au départ de réfugiés. La protection des rapatriés contre la discrimination sous toutes ses formes et la protection des droits des minorités en général deviennent impérieuses.

26. Bien que les circonstances des déplacements de réfugiés varient grandement d'une situation à l'autre, il existe dans tous les cas un certain nombre de problèmes communs, liés au racisme et à la discrimination, et qui devront toujours être réglés pour que les réfugiés soient traités de façon humaine tant qu'ils sont déplacés, et dans les efforts communs pour trouver des solutions durables :

- Les États devraient veiller à ce que tous les secteurs de la société agissent de concert pour s'attaquer d'urgence aux problèmes persistants de la division raciale et des conflits raciaux dans la société, et en particulier au racisme contre les personnes perçues comme "étrangères". Cela nécessite des mesures éducatives dans les divers secteurs de la communauté qui travaillent à promouvoir des relations sociales harmonieuses entre les différents groupes ethniques.
- Il faut agir en direction des principales institutions à tous les niveaux de la communauté. Par exemple, la famille, qui est la base du développement et de l'épanouissement de l'enfant, doit recevoir une attention particulière, pour que les générations futures ne soient pas entraînées dans ce même cercle vicieux de préjugés et d'intolérance qui est à l'origine des flux de réfugiés; les écoles, collèges et universités sont des lieux de maturation et d'ouverture au monde, dans lesquels il est possible de développer une culture de respect de la dignité humaine et de la différence; les législateurs et les responsables politiques, ainsi que les autres membres de l'élite des sociétés, sont ceux qui forment l'opinion et qui peuvent façonner une société et l'orienter pour l'avenir; le lieu de travail est un lieu où la compétitivité peut entraîner des récompenses et des avantages, mais où le respect de la dignité humaine et le refus de la discrimination raciale sont possibles; les dirigeants des religions et les institutions religieuses auront un rôle essentiel à jouer pour qu'un renouveau moral et spirituel se produise dans la société.
- Les États, au niveau national et au niveau local, doivent investir davantage de ressources et d'efforts en vue d'éliminer les causes profondes du racisme et de la xénophobie dans la société. Ce qui est nécessaire, c'est que les États contribuent à faire évoluer les systèmes économiques, sociaux, politiques et moraux qui encouragent ou permettent le racisme, la xénophobie et la discrimination à l'encontre des rapatriés.
- Les États doivent ouvrir la voie en encourageant des activités interculturelles auxquelles participent tous les secteurs de la communauté de manière à s'éduquer mutuellement dans un esprit d'harmonie, de respect mutuel et de coopération. Les ONG et les diverses organisations religieuses seraient certainement prêtes à participer à ces initiatives.
- Les hommes publics, reconnaissant l'influence qu'ils exercent sur l'opinion, doivent être responsabilisés, et notamment avoir à répondre de leurs déclarations publiques. Ils devront prendre conscience du fait qu'ils contribuent aux tensions sociales, et y réfléchir.
- Pour contribuer à créer et encourager de saines attitudes sociales, il est nécessaire de développer la communication et l'éducation sur le racisme et la xénophobie. Il faudrait encourager des campagnes permanentes d'information de la part des États, des ONG, du HCR et d'autres organismes des Nations Unies. Les médias ont ici un rôle essentiel : ils doivent être des instruments de transformation sociale, et non pas propager la haine et l'intolérance. Ils ont le pouvoir de façonner les perceptions et les attitudes; or, la manière

dont ils présentent et développent l'information sur les minorités est souvent stéréotypée. Vu l'importance des médias, il faudrait que les organes des Nations Unies et toutes les entités responsables des États sensibilisent le public à l'existence et à l'étendue des préjugés racistes et xénophobes, et à leurs conséquences. Autrement dit, les médias doivent être utilisés pour véhiculer des messages positifs et non négatifs.

- Dans la recherche de solutions aux problèmes du racisme et de la xénophobie, nous devons non seulement combattre les idées toutes faites sur le contexte socioéconomique dans lequel ces problèmes sont censés apparaître, et qui sont souvent mises en avant par certains groupes pour les attiser - mais aussi chercher activement à éliminer le racisme économique et la discrimination ethnique que l'on retrouve à l'intérieur même des structures et appareils des gouvernements.
- Les auteurs d'actes de violence raciste et xénophobe doivent être publiquement condamnés par les tribunaux, les commissions des droits de l'homme et les services des médiateurs. Le système judiciaire et les institutions pénales doivent faire en sorte que les agressions racistes ne soient pas tolérées, et que l'impunité ne puisse s'installer dans aucune société "naissante". Cette action doit être menée au niveau international et au niveau national.
- Il faut aussi des efforts vigoureux et indépendants d'information de la part des ONG pour sensibiliser le public et les pouvoirs publics à la question du racisme et de la discrimination ethnique et de la xénophobie. Subsidiairement, les rapports des États parties au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devraient être soumis dans un esprit de dialogue ouvert et constructif, et non pas dans un climat défensif caractérisé par la suspicion à l'égard des ingérences extérieures.
- Les commissions nationales indépendantes s'occupant de droits de l'homme, les services des médiateurs et les membres du pouvoir judiciaire au sein de l'État seront aussi des partenaires essentiels dans la lutte contre le racisme et la xénophobie, les tensions ethniques et la discrimination contre les minorités.

27. Si tous ces efforts sont entrepris globalement et rationnellement, deux objectifs auront été atteints. Premièrement, les rapatriés seront réintégrés de manière humaine et efficace dans le tissu social de leur pays. Deuxièmement, les causes profondes qui pourraient encore engendrer des déplacements seront identifiées et peut-être atténuées avant d'être devenues trop graves pour être réversibles. Nul ne peut prétendre que cela soit facile : ce qu'il faut, c'est l'engagement collectif et solidaire de tous les membres de la communauté internationale, et des personnes situées à tous les niveaux de la société civile dans les pays d'asile et à l'intérieur des pays de rapatriement.

B. Programme des Nations Unies pour le développement et Programme des Volontaires des Nations Unies

1. Dans leur réponse commune, le PNUD et le Programme des Volontaires des Nations Unies ont recommandé : d'appuyer les divers mouvements de volontaires contre le racisme et toutes les formes d'exclusion; de développer dans le monde entier l'éducation en matière de droits de l'homme, dès le plus jeune âge; de diversifier de manière systématique le recrutement du personnel des Nations Unies pour bien montrer que les Nations Unies rejettent par principe toute discrimination raciale, et de le faire en particulier en ce qui concerne le personnel chargé

des programmes, qui est en contact direct avec la population locale; de sensibiliser de manière ciblée et adéquate le personnel des Nations Unies aux problèmes du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance; et de consacrer des ressources financières accrues aux programmes visant à combattre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Le Programme des Volontaires des Nations Unies a également souligné la contribution qu'il apporte à la lutte contre l'intolérance et l'exclusion, en joignant des tableaux statistiques indiquant l'origine des volontaires.

2. Que ce soit par ses projets de développement ou par ceux qui répondent à des situations de conflit, le Programme des Volontaires des Nations Unies mène des activités de lutte contre la discrimination, par exemple :

a) Le Programme pour la population des montagnes soutient le droit au développement et à une plus grande part d'autodétermination des 22 millions de personnes appartenant à plus de 100 minorités ethniques vivant dans les montagnes du Cambodge, de la République démocratique populaire lao, de la Thaïlande et du Viet Nam;

b) L'appui aux services de médiation du Pérou : par ce projet, 17 spécialistes des droits de l'homme fournissent un appui aux services de médiation du Pérou, pour leur permettre de toucher des groupes désavantagés dans des petites communautés, à la fois par le renforcement de leur champ d'action géographique, et par le placement direct de volontaires à l'intérieur des communautés cibles, en ayant recours avant tout à des VNU nationaux;

c) Le développement durable pour les communautés autochtones du bassin du Lac San Pablo : 17 VNU nationaux et internationaux travaillent avec une ONG locale pour aider 23 communautés vivant autour du Lac San Pablo en Équateur, en mettant l'accent sur la création de revenu durable, la création de capacités et le renforcement institutionnel et organisationnel des communautés.

3. En outre, les VNU ont participé aux activités suivantes :

a) MINUGUA : 220 VNU ont été engagés dans cette mission depuis 1994, d'abord pour faire appliquer les accords et sous-accords de paix portant sur les droits culturels, civils, politiques, sociaux et économiques des populations autochtones, puis pour en surveiller l'application, et pour lutter contre la discrimination de droit et de fait;

b) Les VNU promoteurs de la paix : depuis 1997, en vertu d'un accord de coopération entre le PNUD et le Gouvernement suédois, 53 VNU ont fourni une assistance technique à 21 institutions gouvernementales et non gouvernementales locales dans leurs efforts pour mettre en application l'accord de paix au Guatemala, l'accent étant mis sur le renforcement des droits des populations autochtones;

c) Géorgie et Bosnie : dans le cadre de leurs projets de construction de la paix et d'instauration de la confiance, les VNU travaillent à promouvoir la réconciliation et la coopération par des objectifs communs et par la compréhension entre différents groupes ethniques et factions des communautés touchées par la guerre, et à élargir les capacités locales pour qu'elles puissent appuyer ces efforts;

d) Kosovo : plus de 200 VNU appuient la mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK), en vue de promouvoir un système juridique et administratif multiethnique, reposant sur les droits de l'homme et non discriminatoire. Dans le cadre du programme d'immatriculation de la MINUK, un groupe de 400 autres VNU sera chargé de prêter son appui pour les élections prochaines, et notamment de constituer un registre civil exhaustif, dans le cadre d'un programme ONU/OSCE;

e) Philippines : des VNU nationaux ont aidé le Gouvernement, le Moro National Liberation Front (MNLF) et les acteurs clefs de la société civile à prendre des mesures visant à instaurer la confiance à la suite des conflits dans les régions de Mindanao et de Palawan;

f) Burundi : le Programme des VNU est le partenaire de l'UNESCO dans un projet pour une culture de la paix qui mobilise les divers éléments de la société – étudiants, femmes, personnes âgées, etc. – pour mettre au point des techniques non combattives de résolution des conflits;

g) Rwanda : dans un programme entrepris à l'échelon communautaire, les VNU travaillent avec les deux groupes ethniques à identifier et exécuter des projets nécessaires à la communauté;

h) Coopération interinstitutions : elle constitue la principale forme du soutien qu'apportent les VNU à la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination. Par exemple, du fait de sa collaboration au Programme du HCR en Bosnie-Herzégovine et ailleurs, le Programme des Volontaires des Nations Unies intègre dans ses activités la promotion du respect des droits de l'homme.

C. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme*

1. Pour traiter de façon complète les différentes formes d'intolérance, il est nécessaire de débusquer les manières dont le racisme recoupe, entre autres choses, la question de l'inégalité entre les sexes. Il convient de procéder à une analyse sexospécifique afin de bien mettre le racisme en évidence, car la discrimination raciale n'affecte pas toujours les hommes et les femmes dans une mesure égale ou identique. Les femmes se heurtent souvent à une discrimination aggravée ou multiple, la discrimination fondée sur le sexe s'ajoutant au racisme et à l'intolérance qui y est associée.

2. Si l'on ne tient pas compte du sexe, certaines formes de racisme risquent de ne pas être décelées. Étant donné que les femmes constituent environ 50 % de la population mondiale touchée par le racisme, ignorer la discrimination fondée à la fois sur la race et sur le sexe risque d'avoir des conséquences graves et généralisées. Reconnaisant les multiples obstacles à l'émancipation féminine dus à des facteurs comme la race, l'âge, la langue, l'ethnie, la culture, le handicap ou l'appartenance à un peuple autochtone, le Programme d'action de Beijing reconnaît que la condition inférieure de la femme peut être influencée et aggravée par le racisme, la xénophobie, etc. Inversement, étant donné que la discrimination raciale naît ou peut être accentuée du fait de

* UNIFEM a fourni d'abondantes références à l'appui de sa communication. Ces références peuvent être consultées au secrétariat.

l'appartenance au sexe féminin, toute tentative pour traiter la question de la persistance du racisme doit comporter, pour être efficace et exhaustive, une analyse sexospécifique.

3. L'optique des droits de l'homme, qui sera l'axe principal de l'ordre du jour de la Conférence mondiale mais non son unique thème, fait ressortir l'idée que les droits sont interdépendants et indissociables. Les principaux mécanismes conventionnels qui traitent de la discrimination fondée sur la race et le sexe reconnaissent la convergence entre ces deux éléments. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dispose en son préambule que l'élimination de l'apartheid, de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de colonialisme, de néocolonialisme, d'agression, d'occupation et de domination étrangères et d'ingérence dans les affaires intérieures des États est indispensable à la pleine jouissance par l'homme et la femme de leurs droits. Phénomène significatif, dans les modifications qu'il a apportées aux principes directeurs relatifs à l'article 9 de la Convention, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) demande désormais aux États parties "d'indiquer, autant que faire se peut par des chiffres et dans des termes qualitatifs, les facteurs qui entravent l'exercice des droits énoncés dans la Convention dans des conditions d'égalité et libres de toute discrimination raciale, de même que les difficultés rencontrées pour assurer aux femmes l'exercice desdits droits dans de telles conditions".

4. Plusieurs autres instruments et normes importants en matière de droits de l'homme prévoient des mesures de protection contre la double discrimination raciale et sexospécifique, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

5. Les femmes subissent certaines formes spécifiques de racisme : par exemple les violences sexuelles commises contre les femmes de tel ou tel groupe racial ou ethnique pendant les conflits armés. Elles sont aussi, plus que les hommes, victimes du racisme lorsque, par exemple, par suite de la ségrégation sur le marché de l'emploi et d'un désavantage économique relatif, elles risquent davantage de faire les frais de pratiques discriminatoires de la part de patrons exploités. Cette convergence de la race et du sexe est aggravée par les violations des droits économiques qui, proportionnellement, affectent davantage les femmes, confrontées à des formes de discrimination doubles ou multiples fondées sur la race, le sexe, la condition d'immigré, etc.

6. L'emploi de l'expression "discrimination raciale" reconnaît que la race et l'ethnie ont des connotations sociales et il rejoint la définition générale donnée dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : "toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique". Dans le présent texte, les expressions "groupe minoritaire" ou "minorité" désignent des communautés en situation d'infériorité dont le statut social découle de rapports historiques de domination que l'on cherche à justifier par de prétendues différences fondées sur la race, l'ethnie, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale, la religion, la langue, la culture, la caste, la classe, etc.

7. Conformément aux termes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale à l'égard des femmes, nous explorerons les formes que prend le racisme lorsqu'il s'exerce à l'égard des femmes, notamment dans la mesure où il affecte les immigrés, les peuples autochtones, les minorités, les populations soumises au colonialisme et au néocolonialisme et les groupes impliqués dans des conflits intercommunautaires. Nous analyserons les manifestations du racisme dans différents pays, mais nous étudierons aussi le colonialisme en tant que phénomène à connotation raciale. Loin d'être un phénomène lointain remontant à un passé imaginaire, la colonisation s'est maintenue longtemps après la deuxième guerre mondiale. D'ailleurs, ses effets, surtout économiques, perdurent jusqu'à nos jours, notamment l'économie fondée sur la monoculture (qui rend les pays vulnérables aux variations des cours mondiaux) et la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre bon marché.
8. Une analyse sexospécifique du racisme pourrait s'appuyer sur le travail réalisé dans le cadre du Programme d'action de Beijing. Le présent rapport met l'accent sur neuf des 12 domaines d'action définis dans le Programme afin d'illustrer la manière dont la discrimination à la fois raciale et sexiste continue à désavantager les femmes et doit donc faire l'objet d'un examen sérieux.
9. Le Programme d'action stipule ce qui suit : "Tous les droits de l'homme, c'est-à-dire les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, et le droit au développement, sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés". Et aussi : "Les gouvernements doivent non seulement s'abstenir de violer les droits fondamentaux des femmes, mais aussi s'employer activement à les promouvoir et à les protéger". Les femmes appartenant à des groupes défavorisés sont beaucoup plus que les hommes victimes de violations des droits de la personne et n'ont pas accès aux voies de recours dans des conditions d'égalité. Deux exemples le montrent particulièrement bien.
10. En Australie, les femmes aborigènes Ngarrindjeri se sont vu refuser le droit de protéger un lieu sacré destiné au culte, la Cour suprême ayant rejeté le recours en discrimination raciale qu'elles avaient déposé contre la construction d'un pont dans l'Île de Hindmarsh. Le Gouvernement ayant exigé que les contestataires fassent la preuve des motivations religieuses de leur plainte, les femmes avaient refusé de révéler le fondement de leurs croyances en invoquant le caractère sacré. La manière dont le Gouvernement australien a traité l'affaire reflète les stéréotypes raciaux et sexistes appliqués aux "activités secrètes des femmes" de Ngarrindjeri.
11. Aux États-Unis, où l'effet du système des peines obligatoires peut être plus ou moins grave selon la race et le sexe, les femmes afro-américaines constituent le secteur de la population carcérale qui enregistre la plus forte croissance. En raison des lois qui restreignent l'accès des détenus aux tribunaux, les femmes n'ont guère de moyens d'introduire des recours contre des formes doubles ou multiples de discrimination dans la justice pénale.
12. Les normes internationales en matière de droits de l'homme interdisent depuis longtemps la violence perpétrée contre les individus avec l'assentiment de l'État et imposent aux États l'obligation concrète de protéger la personne humaine contre la violence du secteur public et du secteur privé. Mais dans certains cas, lorsque les désavantages du sexe et de la race se conjuguent pour faire des femmes des groupes raciaux défavorisés un des éléments les plus désarmés de la société, l'incidence de la violence est particulièrement élevée. Ainsi, à cause des effets rémanents de l'apartheid et du colonialisme en Afrique du Sud, on constate une forte incidence de la violence

sexuelle de la part des fermiers blancs, dirigée contre les Africaines qui travaillent sur leurs terres. Ces attaques contre les femmes, dont beaucoup viennent de pays voisins et ont un statut de migrant, reproduisent la dynamique et la violence sexistes et raciales qui caractérisaient l'apartheid. La violence prend aussi pour cible les femmes des minorités ethniques perçues comme faisant partie d'une élite économique. Au cours des troubles civils qui se sont produits en Indonésie en 1998, des centaines de Chinoises ont été victimes de viols et de sévices sexuels. Dans un système rigide de castes comme celui de l'Inde, les femmes Dalit ("intouchables") sont particulièrement vulnérables aux violences et abus sexuels.

13. Outre les souffrances physiques et psychologiques qui sont communes à toutes les femmes battues (et qui font qu'il est difficile de briser le cycle de la violence), les victimes de violence familiale qui appartiennent à des groupes ethniques ou raciaux marginalisés éprouvent des difficultés supplémentaires pour échapper à la violence. Les femmes de couleur peuvent se heurter à la barrière de la langue ou à l'indifférence de la société. Aux États-Unis par exemple, la loi selon laquelle les étrangères mariées à des citoyens américains qui entrent dans le pays grâce à leur mariage ont un statut "conditionnel" pendant deux ans empêche beaucoup d'immigrées de demander réparation. Le fait que de nombreux pays ne reconnaissent pas la violence fondée sur le sexe comme motif d'octroi de l'asile a aussi une influence négative sur la condition des femmes immigrées.

14. Les femmes autochtones ou les femmes de groupes raciaux ou ethniques marginalisés craignent parfois les pouvoirs publics si la police a toujours employé dans leur communauté des méthodes autoritaires et brutales. En outre, celles qui voudraient se plaindre auprès des autorités des violences commises par des hommes de leur communauté raciale, ethnique, religieuse ou autochtone sont souvent soumises à des pressions qui les dissuadent d'agir par peur d'encourir la réprobation de leur groupe.

15. Les communautés invoquent parfois des coutumes traditionnelles ou religieuses pour justifier la violence à l'égard des femmes, ce qui a des conséquences importantes en matière de sexe et de race car ces justifications tendent à dévoyer les arguments concernant l'impérialisme culturel de l'Occident ou des Blancs. Ceux qui cherchent à excuser les violences fondées sur le sexe peuvent par exemple accuser les contestataires de vouloir leur imposer des valeurs occidentales ou blanches. C'est ainsi que l'on traite les protestations contre le "crime d'honneur" en Jordanie ou contre les mutilations génitales en Afrique et dans la diaspora africaine de manœuvres dirigées par les féministes "occidentales". Outre qu'ils minimisent la violence contre les femmes, ces appels à une valeur commune inhérente à l'identité raciale, nationale, culturelle ou religieuse servent aussi parfois à justifier l'absence de réaction des pouvoirs publics. C'est ainsi que les musulmans se réclament de la charia pour battre leur femme sans encourir de sanctions. Il y aurait lieu d'éclairer par une analyse portant sur la race et le colonialisme ce recours à l'identité raciale, nationale, culturelle et religieuse pour légitimer la violence à l'égard des femmes ainsi que son acceptation tacite par un État qui ne fait rien pour corriger la situation.

16. En période de conflit armé, la violence se déchaîne contre les femmes, bien que le droit international interdise le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Au cours des récents conflits interethniques en Bosnie et au Rwanda, les femmes ont été la cible des viols et des sévices sexuels, qui ont été utilisés aussi comme instruments de génocide. Au Rwanda, le génocide exploitait des stéréotypes raciaux et sexistes : c'est ainsi que les femmes tutsi étaient décrites comme des tentatrices maléfiques et des espionnes. Les rapports concernant

le Timor oriental confirment aussi l'usage du viol comme mesure de représailles contre les femmes soupçonnées d'avoir soutenu le vote en faveur de l'indépendance et de la décolonisation du Timor oriental vis-à-vis de l'Indonésie. Ainsi qu'il est dit dans le Programme d'action, "certains de ces conflits armés ont leur origine dans la conquête ou la colonisation d'un pays par un autre État et dans la perpétuation de cette colonisation par la répression politique et militaire". On peut citer aussi le cas des femmes coréennes, philippines, taiwanaises, malaisiennes et indonésiennes réduites à l'état d'esclaves sexuelles par l'armée japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale.

17. Les conflits ethniques produisent beaucoup de réfugiés ou de personnes déplacées dans leur propre pays. Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme reconnaissent depuis longtemps les droits des femmes réfugiées. Outre qu'elles sont confrontées aux mêmes problèmes que les hommes, les femmes réfugiées ou déplacées doivent faire face à des problèmes liés à leur sexe tels que la vulnérabilité accrue aux violences sexuelles, leur situation nouvelle de chef de famille, l'inégalité économique fondée sur le sexe et la race, l'accroissement de la violence familiale, et les restrictions imposées à leur liberté de circulation. C'est ainsi que les Burundaises des camps de réfugiés de Tanzanie sont régulièrement attaquées pendant qu'elles vaquent à leurs tâches quotidiennes. En fait, 80 % des réfugiés dans le monde sont des femmes et des enfants, alors que ces catégories ont toujours été marginalisées dans le droit d'asile.

18. Dans les activités de reconstruction qui suivent un conflit ethnique, la situation nouvelle des femmes exige qu'on accorde une attention particulière à leurs droits. Celles qui sont victimes de génocide d'origine ethnique ou autre ont des problèmes spécifiques résultant de la violence sexuelle, tels que grossesse, sentiment de culpabilité et ostracisme. Dans le programme de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, la discrimination exercée à l'égard des femmes réduit leurs possibilités d'emploi. Au Rwanda, les femmes ne peuvent toujours pas hériter des hommes de leur famille tués au cours du génocide. Une analyse sexospécifique des initiatives postreconstruction pourrait mettre en lumière l'importance qu'il y a à donner des possibilités économiques aux femmes, d'autant plus qu'il y a actuellement dans le monde une proportion énorme de femmes des groupes raciaux défavorisés vivant actuellement dans le dénuement.

19. Les normes internationales relatives aux droits de l'homme reconnaissent le droit à un niveau de vie suffisant et l'obligation pour l'État de donner aux femmes et aux hommes les moyens d'obtenir des conditions de vie décentes. Toutefois, la mondialisation, la privatisation, les politiques d'ajustement structurel et l'affaiblissement ou la suppression des filets de sécurité en matière de protection sociale mettent en péril ce droit, au détriment surtout des femmes dans les groupes minoritaires, immigrés ou autochtones, et dans les pays décolonisés depuis peu ou dans lesquels subsistent des formes de néocolonialisme. La réduction des dépenses sociales et des emplois du secteur public qui accompagne les politiques d'ajustement structurel et la réforme de la protection sociale, par exemple, affectent surtout les femmes qui subissent une double discrimination du fait de leur race et de leur sexe. En outre, les rôles multiples qui incombent à la femme et les difficultés accrues qu'elle rencontre pour se procurer de l'eau potable, du combustible, de la nourriture et des soins de santé en raison de ces politiques pèsent plus lourdement pour les femmes appartenant aux groupes raciaux, ethniques, immigrés ou autochtones défavorisés. Ces groupes sont souvent confrontés à la ségrégation raciale dans le logement et dans la prestation de services sociaux, à des restrictions qui empêchent les immigrés d'accéder aux services sociaux et au fait que la documentation expliquant comment s'adresser aux services sociaux est rédigée en une seule langue.

20. Enfin, dans certains groupes raciaux ou ethniques, le chef de famille est souvent une femme, particulièrement vulnérable à l'amputation des dépenses publiques. C'est particulièrement le cas lorsque les femmes survivent aux hommes de leur entourage après un génocide ou une guerre interethnique, comme au Rwanda et en Bosnie, ou se retrouvent seules parce que les hommes sont en prison ou ont été victimes d'homicide ou parce que la famille s'est désintégrée pour des raisons économiques, comme cela se produit souvent dans la communauté afro-américaine aux États-Unis. Le phénomène est exacerbé par des stéréotypes raciaux et sexistes qui présentent par exemple les femmes afro-américaines comme les éternelles bénéficiaires des allocations familiales, comme des paresseuses qui perçoivent frauduleusement des prestations sociales ou qui en vivent confortablement et qui ont des mœurs dissolues et donc une progéniture nombreuse.

21. Les stratégies visant à soulager la pauvreté doivent tenir compte des multiples obstacles auxquels les femmes pauvres sont confrontées. Ainsi, dans le développement de la microentreprise, il faut bien admettre que la discrimination fondée à la fois sur la race et le sexe peut limiter l'accès à des ressources comme le crédit pour les femmes des communautés raciales, ethniques et immigrées défavorisées. De même, les mesures relatives à la réforme agraire dans les communautés autochtones doivent respecter le droit pour les femmes de posséder et d'hériter des terres ou d'autres biens.

22. La question de l'éducation et de la formation des femmes est indissociable de celle de la pauvreté. Les traités et déclarations des Nations Unies consacrent le droit à l'éducation, notamment à l'égalité des chances dans ce domaine. Malgré ces garanties, il ressort d'une analyse par race et par sexe que dans certaines communautés raciales, ethniques, immigrées et autochtones défavorisées, les femmes ont un taux inférieur d'alphabétisme, de fréquentation scolaire et de succès aux examens dans l'enseignement secondaire, d'accès à l'enseignement supérieur et d'inscription dans des cours scientifiques et autres cours destinés à former des travailleurs qualifiés.

23. Le taux d'alphabétisation des femmes dans le monde est de 71,48 % contre 83,71 % pour les hommes. Dans les pays en développement, les taux correspondants sont respectivement de 39,3 % et de 59,19 %. Sur les 130 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne sont pas instruits, 73 millions sont des filles, soit environ deux sur trois. Les deux tiers des 960 millions d'adultes analphabètes sont des femmes. Ces statistiques ne sont pas ventilées par race, mais d'autres éléments d'information donnent à penser que les femmes et les jeunes filles de groupes raciaux, ethniques, immigrés ou autochtones défavorisés ont moins de possibilités en matière d'éducation. En Afrique du Sud, où une nette ségrégation subsiste dans l'enseignement, les filles des groupes raciaux défavorisés sont doublement désavantagées car elles commencent généralement à travailler plus tôt pour nourrir leur famille et elles reçoivent peu d'instruction du fait qu'on les destine au mariage. Dans la République tchèque et en Bulgarie, on relève une proportion très élevée d'enfants roms dans les écoles destinées aux handicapés mentaux.

24. Les programmes d'action positive reconnaissent le rôle que l'apartheid, le colonialisme, l'esclavage et la discrimination ont joué en interdisant l'accès à l'éducation pour certaines communautés et certaines femmes, surtout dans les degrés supérieurs de l'enseignement. On voit aussi apparaître aujourd'hui des programmes novateurs qui remettent en cause les stéréotypes raciaux et sexistes en encourageant l'éducation et la formation des femmes de groupes défavorisés, notamment dans des domaines dont elles étaient exclues auparavant comme les sciences et les

mathématiques. Étant donné que l'éducation et la formation sont étroitement liées aux possibilités d'emploi et de réussite économique, s'attaquer aux inégalités entre les races et les sexes dans ces domaines est un élément déterminant pour assurer aux femmes l'exercice de leurs droits dans d'autres domaines.

25. Les traités et déclarations des Nations Unies consacrent le principe de l'égalité d'accès à la mobilité et des chances socioéconomiques par le biais de l'éducation et du travail. Néanmoins, des obstacles à la promotion féminine subsistent. Dans les pays industrialisés, et aussi dans les anciennes colonies qui sont des pays moins avancés, les possibilités d'emploi demeurent particulièrement minces pour les femmes des minorités et des communautés immigrées ou autochtones. Beaucoup d'entre elles travaillent dans les zones franches, l'économie informelle, l'économie souterraine ou les secteurs non réglementés qui fonctionnent parallèlement à des secteurs plus structurés où le syndicalisme est présent.

26. Les zones franches industrielles présentent une forte concentration de femmes immigrées et attirent les sociétés transnationales qui pratiquent souvent la sous-traitance à l'étranger et profitent des hiérarchies raciales intrarégionales pour se procurer une main-d'œuvre à bon marché. La mobilité des sociétés transnationales accentue le problème. C'est ainsi que des industriels de l'habillement peuvent passer contrat avec des fabricants de pays de l'Asie de l'Est, comme la République de Corée, qui emploient alors des ouvrières de pays de l'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande, le Viet Nam et le Myanmar. Si les zones franches industrielles fournissent effectivement des emplois, elles offrent souvent aux travailleurs une protection sociale inférieure à celle qui a cours dans l'économie générale du pays.

27. Même dans le secteur structuré de l'économie, les femmes des groupes raciaux défavorisés ne bénéficient pas de l'égalité des chances, à cause des obstacles insurmontables qui sont mis à leur avancement. Les employeurs ont souvent sur ces femmes un pouvoir considérable par suite de la convergence de facteurs liés au sexe, à la race, à la langue et au statut d'immigré. Les disparités de salaire entre les Blancs et les Noirs se conjuguent souvent avec des disparités de salaire entre hommes et femmes, de sorte que les ouvrières noires et les travailleuses appartenant à des minorités se retrouvent au bas de l'échelle sur le marché de l'emploi. Le Rapporteur spécial sur la discrimination raciale a constaté au Brésil "que la femme noire recevait les plus bas salaires (quatre fois inférieurs à ceux d'un homme blanc), travaillait dans les endroits les plus insalubres, avait une triple journée de travail et connaissait une triple discrimination" (E/CN.4/1996/72/Add.1, par. 31). Aux États-Unis, les femmes immigrées d'Amérique latine ou d'Asie sont souvent confinées dans la confection de vêtements, quelquefois dans des conditions d'exploitation caractérisée par des salaires inférieurs au minimum légal et par de mauvaises conditions de travail.

28. Dans le monde entier, les femmes immigrées et migrantes se heurtent à des obstacles particuliers au plein exercice de leurs droits fondamentaux par suite de la conjugaison de facteurs comme le sexe, la race, l'ethnie, la langue, l'immigration et la condition sociale. C'est ainsi que les domestiques étrangères sont particulièrement vulnérables car souvent elles n'ont pas accès à la sphère publique. Beaucoup d'entre elles, originaires de pays pauvres d'Asie comme les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, le Bangladesh et Sri Lanka, vont travailler au Moyen-Orient et dans les États prospères de l'Asie de l'Est, où elles sont en butte au racisme de la société. Les problèmes sont quelquefois aggravés par la législation locale, par exemple à Hong Kong, où la

règle des "deux semaines" fait obligation aux travailleurs étrangers de quitter le pays dans les deux semaines qui suivent l'expiration de leur contrat, ou dans les Émirats arabes unis, où les plaintes des domestiques pour sévices, notamment sexuels, restent sans suite. Souvent, ni l'employeur, ni l'État ne donne aux employées de maison et aux autres travailleurs faiblement rémunérés une assurance maladie.

29. Les femmes ont le droit de jouir du plus haut degré de santé physique et mentale. Or, divers facteurs, dont la discrimination raciale, le néocolonialisme et la pauvreté, empêchent celles des groupes raciaux défavorisés de se faire soigner convenablement. C'est ainsi que les Africaines enregistrent des taux anormalement élevés de séropositivité et de sida, et restent souvent sans soins, à cause notamment de l'inégale distribution des moyens sanitaires dans le monde. La situation des Africaines séropositives ou atteintes du sida exige une action sexospécifique, car beaucoup de femmes ne peuvent pas se protéger de la maladie du fait qu'elles n'ont pas la maîtrise des méthodes anticonceptionnelles et n'ont aucun contrôle sur la sexualité de leurs partenaires.

30. Dans les pays industrialisés, la privatisation des assurances et de la médecine limite l'accès aux soins pour les femmes des minorités, le problème étant aggravé par les restrictions qui limitent les subventions publiques affectées à la santé génésique. Les femmes des minorités souffrent aussi des a priori sexistes et raciaux qui entachent la médecine. Des études dans lesquelles les données ne sont pas ventilées par race *et* par sexe, ou qui n'examinent pas les problèmes de santé particuliers aux femmes de couleur peuvent ne pas faire apparaître les problèmes médicaux qui sont propres à certaines femmes.

31. Les pratiques de stérilisation forcée et autres mesures coercitives en matière de santé génésique ont souvent pour cible les femmes de certains groupes raciaux. C'est ainsi qu'en Europe les femmes roms ont été contraintes de se soumettre à des examens gynécologiques. Avec les mesures de contrôle démographique fondées sur des stéréotypes raciaux et sexistes, le corps de la femme est devenu la cible de politiques qui encouragent la réduction des naissances dans le Sud et dans les communautés minoritaires du Nord. En Inde, par exemple, des pressions économiques ont été exercées pour encourager les femmes à se faire stériliser. Aux États-Unis, les femmes afro-américaines, latino-américaines et amérindiennes ont été l'objet de campagnes de stérilisation ou bien de tests sélectifs de dépistage de stupéfiants - suivi de poursuites - à l'occasion d'une grossesse. Des femmes de groupes raciaux défavorisés ont été incitées à participer à des expériences sur les techniques en matière de procréation. Ainsi, en 1993, lorsque des réfugiés haïtiens séropositifs ont été détenus à la base navale américaine de Guantanamo à Cuba, les médecins ont administré du Depo Provera aux femmes en prétendant que ce médicament anticonceptionnel contribuerait à les guérir du sida.

32. Il existe des différences raciales dans les taux de mortalité maternelle et infantile. Au Pérou, dans les groupes autochtones, les accouchées ont un taux de mortalité qui est le double de celui de l'ensemble de la population. Aux États-Unis, les femmes latino-américaines ont deux fois plus de risques que les blanches de mourir en couches et cette proportion est de quatre à une pour les Afro-américaines. Au Guatemala, le taux moyen de mortalité infantile, de 80 ‰, passe à 160 ‰ dans la zone des hauts plateaux peuplée d'Indiens.

33. Pour les femmes autochtones dont la communauté a été victime de génocide ou d'extermination, la santé est liée à la discrimination raciale. C'est ainsi qu'aux États-Unis, on peut

relier en partie les taux élevés d'alcoolisme chez les Amérindiens à des schémas anciens d'abandon et de discrimination raciale à l'encontre de cette population. Par voie de conséquence, les femmes et les jeunes filles de ces communautés présentent, dans une proportion anormalement élevée, le syndrome d'alcoolisme fœtal.

34. Les mécanismes de dénonciation et de correction de la discrimination raciale demeurent inaccessibles à beaucoup de femmes, par suite des contraintes liées à leur condition féminine, telles que refus du droit de vote, incapacité juridique, sexisme des lois et de la justice, restrictions d'accès aux lieux publics et discriminations dans la vie privée. La Conférence mondiale de 1993 sur les droits de l'homme et la quatrième Conférence mondiale de 1995 sur les femmes ont déclaré que les droits de la femme sont des droits fondamentaux et que l'égalité dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne sont pas la conséquence automatique de la promotion et de la protection générales des droits de l'homme. Pourtant, les diverses formes de discrimination raciale à l'égard des femmes passent souvent inaperçues si l'on ne reconnaît pas explicitement et que l'on ne surveille pas systématiquement ou expressément les différentes situations vécues par les hommes et par les femmes dans la vie publique comme dans la vie privée. En outre, les disparités structurelles en ce qui concerne le pouvoir respectif des hommes et des femmes, le caractère systématique de la discrimination contre les femmes et leur absence générale dans les processus d'élaboration et d'application des lois reflètent dans une proportion écrasante le point de vue des hommes, à l'exclusion de celui des femmes. Les étrangères qui craignent de perdre leur statut juridique d'immigrant hésitent souvent à demander réparation en cas de violence familiale ou de violation des droits des travailleurs.

35. Pour surmonter ces obstacles, plusieurs institutions et instruments internationaux invitent les instances multilatérales et gouvernementales à intégrer la problématique hommes femmes dans tous leurs programmes et politiques. La Commission des droits de l'homme a recommandé aux organes conventionnels de défense des droits de l'homme de le faire. Des initiatives récentes comme la Déclaration et le Programme d'action de Beijing font obligation aux gouvernements d'intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes. Les conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social font aussi de cette intégration une obligation.

36. L'accès des femmes aux mécanismes institutionnels de promotion s'améliore lorsqu'elles sont plus nombreuses à posséder un pouvoir de décision. Les femmes des groupes raciaux défavorisés sont largement sous-représentées dans les structures officielles de pouvoir, par exemple dans les organes publics, les partis politiques, les entreprises et les syndicats. Dans le monde, les femmes ne constituent généralement que 10 % du corps législatif et elles sont moins nombreuses encore dans les fonctions ministérielles. On ne dispose pas de statistiques comparables sur la représentation politique des femmes des groupes raciaux défavorisés, mais on peut s'en faire une idée en ventilant les données par sexe et par race.

37. Les femmes se heurtent à des obstacles spécifiques pour accéder aux postes de responsabilité : attitudes discriminatoires, inégalités structurelles dans l'éducation et l'emploi et absence des préoccupations féminines dans les programmes et les débats publics. La discrimination raciale limite encore leurs possibilités de prise de pouvoir.

38. Dans certains cas, les femmes se voient refuser par leur propre communauté ethnique ou religieuse le droit fondamental à l'égalité devant la loi. Ainsi, non seulement elles ne peuvent pas

accéder à des postes de responsabilité dans la société en général, mais leur pouvoir de décision est limité au sein même de la communauté. Dans certains groupes ethniques d'Afrique du Sud, les femmes sont traitées comme des mineures incapables à conclure des contrats, à acquérir des biens immobiliers ou à se marier sans autorisation. Dans les communautés autochtones, les coutumes sexistes pourtant interdites par les normes internationales relatives aux droits de l'homme, ont pour effet d'empêcher les femmes de participer aux affaires collectives.

39. Étant donné la complexité des convergences entre le sexe, la race et autres facteurs, une modification des méthodes d'établissement des rapports, de collecte de l'information et des méthodes de travail de l'ONU et des autres organisations permettrait de mieux intégrer l'approche sexospécifique dans le combat contre toutes les formes de discrimination raciale. La Conférence mondiale sera une occasion importante de tenir compte de recommandations comme celles qui vont suivre.

40. Ventilation des statistiques. Souvent, les données sur la discrimination raciale ne sont pas ventilées par sexe, de sorte que la discrimination contre les femmes passe souvent inaperçue et qu'on ne s'en occupe pas, faute d'information concernant à la fois la race et le sexe. Les organisations multilatérales, les entités gouvernementales et les ONG doivent ventiler aussi par sexe toutes les données, notamment statistiques, qu'elles recueillent concernant les caractéristiques raciales ou ethniques d'une population.

41. Collecte de l'information. La collecte de l'information doit mettre l'accent sur les questions concernant particulièrement les femmes des groupes raciaux défavorisés, qui peuvent être différentes des questions concernant les hommes, même au sein d'une même communauté. On identifiera lorsque c'est possible le sexe, la race et les autres caractéristiques des victimes. On s'intéressera notamment à la mesure dans laquelle, en cas de violation des droits de l'homme, des recours sont ouverts aux femmes des groupes raciaux défavorisés, et à la possibilité de facto et de jure pour elles d'y accéder. Les initiatives gouvernementales doivent porter sur la responsabilité de l'État et des autres acteurs dans la violation des droits fondamentaux des femmes et élaborer des méthodes permettant de rendre compte des droits économiques, sociaux et culturels, en sus des droits civils et politiques.

42. Étant donné que les porte-parole des communautés sont souvent des hommes, les activités de rassemblement de l'information doivent viser à dégager spécifiquement l'optique féminine. Pour ce faire, il faut parfois franchir la barrière de la langue, parer à l'impossibilité pour les femmes de voyager librement ou de connaître les possibilités de s'entretenir avec les enquêteurs et surmonter les valeurs communautaires au nom desquelles des pressions sont exercées sur les femmes pour les dissuader de parler des violations de leurs droits. Par exemple, dans les études sur le terrain, il faut s'attacher à trouver des lieux où les femmes peuvent s'entretenir directement avec les enquêteurs, dans des conditions de confidentialité garantissant leur sécurité. Les équipes d'enquêteurs doivent comprendre des spécialistes des questions féminines et des interprètes femmes.

43. Langage et formation tenant compte des différences entre les sexes. Les gouvernements doivent employer un langage qui s'adresse aux deux sexes et un langage sexospécifique. La terminologie employée doit définir les abus sexistes aussi exactement que possible. Tous les agents qui étudient le problème de la discrimination raciale doivent être formés à reconnaître les droits fondamentaux des femmes.

44. Collaboration entre les gouvernements et les ONG. Les ONG internationales et nationales de femmes sont une source primordiale d'information pour les gouvernements lorsqu'ils doivent présenter des rapports sur les violations des droits des femmes, en liaison avec les mécanismes spéciaux, les organes conventionnels et les autres institutions des Nations Unies. Si les femmes des groupes défavorisés n'ont aucun pouvoir de décision dans les circuits traditionnels, la participation féminine aux travaux des ONG et aux mouvements communautaires leur a permis de porter leurs préoccupations devant les instances nationales, régionales et internationales. Il faudrait améliorer les communications et fournir des ressources et une formation pour aider ces ONG à surveiller et à documenter les violations.
45. Les établissements universitaires constituent aussi une source d'information précieuse et ils peuvent faire des analyses sexospécifiques sérieuses de la discrimination raciale. Une base de données électroniques pourrait coordonner les relations, l'information et les données entre les ONG, les universités, les groupes de réflexion, etc. Il conviendrait de faire faire des études sur la discrimination raciale en utilisant le sexe comme variable transversale.
46. La demande du CERD tendant à ce que les États parties adoptent une démarche sexospécifique dans les rapports qu'ils présentent en vertu de l'article 9 constitue un progrès appréciable. Le CERD doit poursuivre dans cette voie en élaborant pour chacun de ses articles des normes qui tiennent compte des différences entre les sexes et en demandant que les rapports traitent spécifiquement de ces différences et des violations des droits fondamentaux des femmes.
47. Les organes gouvernementaux doivent accorder une attention particulière à la problématique hommes-femmes et intégrer une perspective sexospécifique dans leurs travaux. On peut déterminer la dimension sexospécifique des droits de l'homme en examinant les effets de la différence entre les deux sexes sur la forme que prennent les violations, les circonstances dans lesquelles elles interviennent, les conséquences des violations pour les victimes, l'existence et l'accessibilité des recours.
48. Dans les enquêtes ou les rapports, il convient de tenir compte pleinement du vécu des femmes et du fait que les institutions économiques, politiques et judiciaires ont une optique typiquement masculine. Lorsqu'on ne dispose pas de statistiques ventilées par sexe, il convient de le signaler explicitement dans la documentation.
49. Les dispositions législatives et autres relatives à la discrimination doivent englober dans la définition de la "discrimination raciale" les actes d'inspiration sexiste.

D. Fonds des Nations Unies pour la population

1. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, approuvé par consensus par 179 pays en septembre 1994, tel qu'il figure dans le rapport de la Conférence et qu'il a été entériné par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/128 du 19 décembre 1994, a marqué l'avènement d'une nouvelle ère dans le domaine de la population et du développement. L'accord historique conclu lors de la Conférence a ouvert des horizons nouveaux par la portée des engagements pris : améliorer la qualité de la vie et le bien-être des personnes; promouvoir le développement humain grâce à une prise de conscience des liens qui unissent les politiques et programmes relatifs à la population et au développement visant à éliminer la pauvreté et assurer une croissance économique durable dans le cadre d'un

développement durable, à promouvoir l'instruction, en particulier l'instruction des filles, l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes, à réduire la mortalité maternelle, infantile et postinfantile en garantissant l'accès universel à des services de soins de santé en matière de reproduction, y compris à des services de planification de la famille et d'hygiène sexuelle, à instaurer des modes de consommation et de production viables, la sécurité alimentaire et la mise en valeur des ressources humaines, et à garantir le respect des droits de l'homme, notamment en reconnaissant le droit au développement en tant que droit universel et inaliénable faisant partie des droits fondamentaux de l'être humain.

2. L'objectif de l'émancipation, de l'autonomie des femmes et de l'amélioration de la situation politique, sociale et économique, ainsi que de leur état de santé, est reconnu dans le Programme d'action comme une fin extrêmement importante en soi et essentielle à l'instauration d'un développement durable. Il est essentiel d'investir davantage dans des services de santé et d'enseignement ouverts à tous, et en particulier dans les services destinés aux femmes, si l'on veut assurer la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, à la vie civile, culturelle, économique, politique et sociale, pour que les objectifs du Programme d'action se réalisent.

3. Le Programme d'action appelle à l'élimination de toutes les pratiques qui constituent une discrimination à l'égard des femmes et affirme que les progrès de l'égalité et de l'équité entre les hommes et les femmes, l'émancipation des femmes et l'élimination de toutes les formes de violence à leur encontre, ainsi que la possibilité pour elles de contrôler leur propre fertilité, sont les bases des programmes qui ont trait à la population et au développement. Il affirme que les droits fondamentaux des femmes et des filles sont inaliénables et indivisibles et qu'ils font partie intégrante des droits universels de la personne. Il affirme en outre que les droits en matière de reproduction englobent certains droits fondamentaux qui sont déjà consacrés dans les législations nationales, dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et dans d'autres textes qui font l'objet d'un consensus. Ces droits reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et de toutes les personnes de décider, librement et de façon responsable, du nombre de leurs enfants et de l'espacement et du calendrier des naissances, et d'être informés des moyens de le faire, ainsi que du droit au meilleur état possible de santé en matière de sexualité et de procréation. Ils reposent aussi sur les droits des couples et des individus de prendre des décisions en matière de reproduction sans être soumis à aucune discrimination, contrainte ni violence, conformément aux textes relatifs aux droits de l'homme.

4. En ce qui concerne en particulier les populations autochtones, le Programme d'action invite les gouvernements à examiner les besoins spécifiques de ces populations, en consultation avec elles et en collaboration avec les organisations non gouvernementales et intergouvernementales intéressées, pour tout ce qui touche à la population et au développement - en particulier leurs besoins dans le domaine des soins de santé génésique. La résolution de l'Assemblée générale intitulée "Principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement", adoptée à l'issue de l'examen quinquennal de la mise en œuvre du Programme d'action, réaffirme que les gouvernements doivent promouvoir et respecter les droits des populations autochtones, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de santé génésique.

5. Si les documents adoptés par consensus lors des Conférences du Caire et de Beijing n'ont pas force obligatoire, les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à

l'égard des femmes n'en sont pas moins tenus de mettre en place, au niveau national, les services nécessaires pour assurer l'exercice du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental qu'elle soit capable d'atteindre (art. 12 du Pacte) et pour donner effet aux dispositions de la Convention concernant les soins de santé et la planification de la famille (art. 10 h) et 12).

6. Dans sa recommandation générale No 24, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes déclare que "pour que les femmes jouissent de leurs droits en matière de soins de santé, il faut que les États parties prennent, dans toutes les limites des ressources dont ils disposent, les mesures législatives, judiciaires, administratives, budgétaires, économiques et autres voulues". Les États restent tenus de mettre en œuvre ces mesures même lorsqu'ils ont privatisé le secteur de la santé. Il ne fait donc pas de doute qu'il incombe aux États d'assurer l'accès aux soins de santé génésique.

7. Il y a de nombreuses façons de mettre en place de tels services au niveau national et de faire en sorte qu'ils répondent aux besoins nationaux. Il ne faut cependant pas oublier que ces services visent à promouvoir les droits des femmes en matière de santé génésique et non pas à perpétuer des inégalités fondées sur des coutumes et des pratiques culturelles.

8. S'agissant de l'accès aux soins de santé, notamment l'accès aux soins de santé en matière de reproduction et aux informations qui s'y rapportent, les femmes autochtones sont souvent défavorisées par rapport au reste de la population. Au Guatemala par exemple, le taux de mortalité maternelle chez les femmes autochtones est de 83 % supérieur à la moyenne nationale. En outre, la pauvreté ne fait pas que limiter l'accès aux soins de santé, elle augmente aussi le risque de violation des droits des femmes autochtones en matière de santé génésique et d'hygiène de la sexualité.

9. Si les soins de santé sont insuffisants, c'est souvent à cause d'un manque d'informations dû à des problèmes culturels ou linguistiques. Par exemple, les femmes autochtones peuvent être privées d'informations utiles en matière de santé génésique à cause de l'insuffisance des services de traduction. Les femmes pauvres et les femmes autochtones craignent en particulier d'être contraintes à subir des interventions ou des traitements médicaux.

10. Le FNUAP soutient les activités de programme menées dans les zones mal desservies, que ce soit en ville ou à la campagne, dans des pays tels que le Viet Nam, l'Inde, l'Ouganda et le Mexique; ces zones sont souvent habitées par des autochtones. Le FNUAP a aidé à la réalisation d'activités nationales et régionales en faveur des populations autochtones au Panama, en Équateur, en Bolivie et au Pérou. Ces projets visent essentiellement à améliorer l'accès des autochtones à des soins de santé génésique de qualité, notamment en formant et en conseillant le personnel sanitaire et en fournissant du matériel de santé génésique et des contraceptifs.

11. L'essentiel du soutien apporté aux populations autochtones par le FNUAP est assuré par le Groupe thématique société civile/ONG qui relève de la Division des services techniques et des politiques (FNUAP, New York). En outre, le bureau du Directeur exécutif a nommé un coordonnateur pour les questions relatives aux autochtones. Sur le terrain, les équipes régionales de soutien aux pays comptent dans leurs rangs des conseillers socioculturels qui veillent à ce que les programmes soient élaborés et mis en œuvre compte tenu du point de vue des populations

autochtones et des autres minorités. Enfin, il existe des coordonnateurs pour les questions relatives aux populations autochtones dans plusieurs bureaux de pays du FNUAP.

12. Le FNUAP a financé la participation de représentants des populations autochtones à l'élaboration du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. En outre, décentralisation et consultation sont les deux principes qui président à l'élaboration des programmes et des projets du FNUAP à laquelle sont associés des acteurs nationaux, associations et individus, et notamment des représentants des populations autochtones chaque fois que cela est possible.

13. Outre ses ressources ordinaires, le FNUAP dispose de 3 millions de dollars É.-U., provenant du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, pour réaliser un projet en Bolivie de 1998 à 2002. Ce projet porte essentiellement sur l'enseignement de l'espagnol aux femmes parlant le quechua dans les départements de Potosi et de Chuquisaca et comprend également des éléments relatifs à la santé génésique et à la parité hommes-femmes.

14. Le système de codification des programmes du FNUAP a été modifié récemment pour mieux faire apparaître la place qu'occupent la question de la parité hommes-femmes et les catégories vulnérables de la population dans les programmes du Fonds. Grâce à la nouvelle classification des activités/éléments de projet, il est possible de repérer les ressources et les activités concernant les populations autochtones ou les minorités religieuses ou autres.

15. On trouvera ci-dessous quelques recommandations qui méritent d'être examinées :

- Mettre en place des services et des programmes de santé complets et accessibles, y compris de santé en matière de sexualité et de reproduction, pour les communautés autochtones, avec leur entière participation, de manière à répondre aux besoins et à tenir compte des droits des populations autochtones.
- Dégager des ressources budgétaires, humaines et administratives suffisantes pour garantir la fourniture de soins de santé génésique aux femmes autochtones.
- Placer la question de l'égalité entre les sexes au cœur de tous les programmes et politiques concernant la santé des femmes, en particulier les femmes autochtones et les femmes appartenant à des minorités ethniques, et les associer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de ces programmes et politiques et à la prestation des services de santé.
- Créer des groupes de travail nationaux et locaux permanents où seraient représentés les gouvernements, les ONG, les associations de femmes et les peuples autochtones afin de veiller à ce que les droits dans les domaines de la santé génésique et de l'hygiène de la sexualité soient expressément pris en considération lors de l'élaboration des politiques et de la réforme des lois.
- Afin d'assurer l'exercice des droits des populations autochtones, les gouvernements devraient promouvoir et protéger les droits en matière de reproduction, y compris dans le domaine de la planification de la famille, en accordant une attention particulière à leur culture, leurs ressources, leurs croyances et leur langue.

- Les gouvernements devraient, en collaboration avec les institutions de recherche et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec l'assistance de la communauté internationale, y compris des donateurs, renforcer leurs systèmes d'information, afin d'établir à bref délai des statistiques fiables sur une vaste gamme d'indicateurs concernant la population, l'environnement et le développement. Ces indicateurs devraient notamment porter sur les taux de pauvreté au niveau communautaire; l'accès des femmes aux ressources sociales et économiques; les taux d'inscription et de rétention des garçons et des filles dans les écoles; l'accès aux services de santé en matière de sexualité et de reproduction avec des données ventilées selon les sous-groupes de la population, y compris les populations autochtones; et le niveau de la prise en compte des sexospécificités dans les services de santé en matière de sexualité et de reproduction, y compris la planification familiale. En outre, en consultation avec les populations autochtones, les gouvernements devraient mettre en place et renforcer des services nationaux de statistique et de collecte des données concernant la santé de ces populations, notamment la santé en matière de sexualité et de reproduction et ses facteurs déterminants. Tous les systèmes de données devraient permettre d'obtenir des données ventilées par âge et par sexe, indispensables pour traduire les politiques en stratégies tenant compte des sexospécificités et des préoccupations par âge, et établir des indicateurs d'impact adéquats pour mesurer les progrès réalisés.
- Mettre en œuvre des mesures et des programmes d'enseignement à l'intention des jeunes et des adultes et d'éducation permanente intégrant les différences entre les cultures et entre les sexes, une attention particulière devant être accordée aux populations autochtones.

E. Organisation internationale du Travail

1. Les principales conventions pertinentes de l'OIT sont la Convention (No 111) de 1958 concernant la discrimination (emploi et profession); la Convention (No 97), révisée en 1949, sur les travailleurs migrants; la Convention (No 143) de 1975 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires); et la Convention (No 169) de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux. Plusieurs autres conventions traitent aussi de questions relatives à la discrimination raciale et à d'autres formes de discrimination.
2. L'OIT utilise aussi un nouvel instrument, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, qui a été adoptée en 1998. Elle prévoit la mise en place d'un mécanisme de suivi qui viendra compléter les mécanismes chargés de contrôler l'application des conventions ratifiées. Au paragraphe 2 de cette déclaration, l'OIT

"Déclare que l'ensemble des Membres, même lorsqu'ils n'ont pas ratifié les conventions en question, ont l'obligation, du seul fait de leur appartenance à l'Organisation, de respecter, promouvoir et réaliser, de bonne foi et conformément à la Constitution, les principes concernant les droits fondamentaux qui sont l'objet desdites Conventions, à savoir : ...
d) l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession."
3. Le suivi de la Déclaration se fera en deux temps. Premièrement, les pays qui n'ont pas ratifié une ou plusieurs des conventions fondamentales de l'OIT présenteront chaque année au Conseil

d'administration un rapport sur chacune des quatre catégories de droits. Le Conseil examinera ces rapports à sa session annuelle de mars. Deuxièmement, le Directeur général établira un rapport global qui portera à tour de rôle chaque année sur l'une des quatre catégories de droits fondamentaux. Le premier rapport concernant la discrimination sera présenté à la session de la Conférence de l'OIT qui se tiendra en 2003. Les informations qui seront recueillies dans le cadre de ce suivi seront évidemment mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies.

4. L'OIT mène diverses activités visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre des instruments pertinents de l'OIT, ainsi que les valeurs énoncées dans la Déclaration. Elle mène des activités "promotionnelles" (c'est-à-dire de formation) et apporte une assistance technique aux États membres. Parmi les activités menées au cours des dernières années, on citera l'assistance fournie pour l'adoption de lois sur la discrimination raciale et d'autres formes de discrimination, pour la mise en place et le fonctionnement de mécanismes nationaux de lutte contre la discrimination, et la réalisation de programmes en faveur des groupes défavorisés. L'OIT serait heureuse de compter l'Organisation des Nations Unies parmi ses partenaires dans ce domaine.

5. Plus généralement, l'OIT espère que la Conférence mondiale sera en mesure d'adopter des déclarations de principes allant dans le même sens que celles qui ont été adoptées ces dernières années par d'autres conférences internationales consacrées à la parité entre les sexes et aux droits de l'homme. Il faudrait en particulier déterminer quel est le rôle joué par l'intolérance ethnique dans des conflits internes du type de ceux qui ont éclaté au cours des dernières années dans toutes les régions du monde, et de quelle manière la communauté internationale peut lutter contre une telle intolérance et conjurer la menace qu'elle fait peser sur la paix; l'OIT a lancé récemment un programme visant à faire face à des situations de crise caractérisées notamment par l'émergence de tels problèmes.

6. Il faut espérer que la Conférence ne se contentera pas de déclarations de principes et qu'elle donnera à la communauté internationale l'occasion de s'engager à examiner les effets de son assistance sur la discrimination raciale et ethnique et à débattre de la manière dont pourrait être améliorée, tant au Siège que sur le terrain, la coordination des programmes de lutte contre ces formes de discrimination. L'OIT se réjouit à la perspective de collaborer activement avec les organisations du système des Nations Unies dans ce domaine.

F. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

1. La position de l'UNESCO sur le racisme est définie dans l'Acte constitutif qui, dans l'article premier, dispose que l'un des buts de l'Organisation est "d'assurer le respect universel ... des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". On peut en outre lire dans le préambule que la Seconde Guerre mondiale "a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique ... et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes". Dès 1950, l'UNESCO adoptait une Déclaration sur la race, puis en 1951 une Déclaration sur la race et les différences raciales. La longue expérience acquise par l'organisation dans la lutte contre la discrimination a abouti à l'adoption, en 1978, de la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux,

qui rejette toutes les formes de discrimination et établit un mécanisme spécial de présentation de rapports périodiques par les États membres. L'UNESCO a également joué un rôle concret dans l'abolition de l'apartheid et a mené de nombreuses activités visant à éliminer la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le langage, le sexe, etc.

2. L'Année internationale de la mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2001) et la Conférence mondiale sont l'occasion d'inviter les États membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les instruments internationaux contre la discrimination et à assurer leur mise en œuvre en prenant des mesures législatives et en créant des organes nationaux à cet effet. La Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960) joue un rôle clef dans la lutte contre la discrimination.

3. L'éducation dans le domaine des droits de l'homme est de fait un outil essentiel dans la lutte contre le racisme. Elle aide à surmonter les préjugés et les stéréotypes négatifs, combattre la propagande raciste, à faire naître des comportements et attitudes fondés sur le respect inconditionnel du principe de non-discrimination et à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes que posent le racisme, la xénophobie et l'intolérance et aux dangers qu'ils représentent. Dans sa résolution 54/154 intitulée "Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée", l'Assemblée générale souligne avec insistance "le rôle important de l'éducation en tant que moyen de prévenir et éliminer le racisme et la discrimination raciale", et prie l'UNESCO "de continuer à préparer et diffuser des matériels et auxiliaires pédagogiques afin de promouvoir un enseignement, une formation et une action éducative en faveur des droits de l'homme et contre le racisme et la discrimination raciale, en privilégiant les activités se situant au niveau de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire".

4. Les activités se rapportant à la lutte contre la propagande raciste, notamment sur l'Internet, figurent aussi parmi les priorités de l'UNESCO, qui a acquis une grande expérience en matière de lutte contre la violence et la pornographie impliquant des enfants sur l'Internet. L'organisation coopérera étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme si cette question est inscrite à l'ordre du jour de la Conférence mondiale.

II. RÉPONSES REÇUES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

A. Institut interaméricain des affaires indigènes

L'Institut interaméricain des affaires indigènes, organisme spécialisé dans les droits de l'homme au sein du système interaméricain, souhaite, à titre de contribution aux travaux de la première session du Comité préparatoire pour la Conférence mondiale, lui soumettre les suggestions suivantes :

- Inscrire à l'ordre du jour de la Conférence mondiale un point sur les droits des populations autochtones avec la participation de leurs représentants;
- Faire figurer dans le projet de document final les engagements des États concernant les objectifs de la Décennie internationale des populations autochtones, l'approbation du

projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la création d'une instance permanente pour les populations autochtones au sein du système des Nations Unies et l'élaboration de normes internationales sur la question de la propriété intellectuelle collective des peuples autochtones.

B. Organisation internationale pour les migrations

1. L'un des premiers objectifs de l'OIM est d'œuvrer en faveur du respect effectif des droits de l'homme des migrants. Il va donc sans dire que l'organisation est gravement préoccupée par la discrimination raciale sous toutes ses formes. Les travailleurs migrants sont souvent (et à tort) rendus responsables des problèmes sociaux et économiques, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. C'est pourquoi ils deviennent trop souvent la cible d'actes de violence et d'intimidation. La situation est plus grave encore pour ceux qui sont en situation irrégulière. En effet, nombre d'entre eux font l'objet d'une discrimination dans le pays d'accueil où il leur est souvent impossible, dans la pratique, de faire valoir leurs droits.
2. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a été adoptée par l'Assemblée générale en 1990. Cet instrument relatif aux droits de l'homme est très important, notamment parce qu'il réaffirme explicitement la nécessité de veiller au respect des droits des personnes en situation irrégulière. Toutefois, malgré les nombreuses résolutions de la Commission des droits de l'homme recommandant aux États de ratifier cette convention et plusieurs résolutions de l'Assemblée générale dans le même sens, le fait est que, 10 ans après son adoption, cette convention n'a été ratifiée que par un très petit nombre d'États.
3. Il faut espérer que la Conférence mondiale rappellera aux États la recommandation susmentionnée et les encouragera à ratifier la Convention sur les travailleurs migrants. L'OIM espère en outre que la Conférence prendra des mesures concrètes pour encourager la ratification de cet important instrument relatif aux droits de l'homme. Pour ce faire, il conviendrait par exemple d'organiser des réunions d'experts et d'avoir des entretiens avec les représentants des États afin de chercher à comprendre avec les États pourquoi la ratification de cet instrument s'avère si difficile. Pour que des activités de ce type puissent être organisées, la communauté internationale devra dégager les ressources voulues.
4. La Conférence devrait également souligner que les États qui n'ont pas ratifié la Convention sur les travailleurs migrants ne sont en aucun cas exonérés de l'obligation de protéger les droits de ces travailleurs conformément aux normes applicables. La plupart des normes internationales relatives aux droits de l'homme en vigueur s'appliquent à toutes les personnes se trouvant sur le territoire d'un État ou relevant de la compétence de cet État. C'est pourquoi la Conférence devrait souligner qu'il incombe aux États de veiller à ce que les droits de l'homme des travailleurs migrants soient protégés conformément à ces normes. La Conférence devrait en outre encourager les États à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du Travail qui protègent les travailleurs migrants.
5. L'OIM relève qu'il existe une définition de la "discrimination raciale" internationalement reconnue : aux termes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'expression "discrimination raciale" vise toute mesure "qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des

conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique". Autrement dit, il ne suffit pas d'affirmer que telle ou telle action ou mesure a été décidée sans intention discriminatoire. Les États doivent veiller en outre à ce que leurs actions, ainsi que les actions des personnes physiques ou morales privées, n'entraînent pas de discrimination raciale. La Conférence devrait souligner que les États ont l'obligation de vérifier dans un grand nombre de domaines que les mesures et politiques adoptées répondent à cette exigence.

6. La politique migratoire est précisément l'un de ces domaines où les États doivent veiller à ce que les mesures qu'ils prennent n'entraînent pas de discrimination raciale. En prenant diverses mesures visant à restreindre l'immigration, certains États se sont peut-être engagés dans une voie qui pourrait les conduire à encourager des comportements discriminatoires. Tous les États ont certes le droit souverain de restreindre l'entrée des ressortissants étrangers sur leur territoire, mais ils doivent exercer ce droit dans le respect des obligations qui leur incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. En outre, la politique d'immigration peut être appliquée d'une manière discriminatoire, par exemple lorsque les contrôles effectués aux frontières reposent sur une connaissance insuffisante des obligations internationales de l'État.

7. Il importe au plus haut point que, dans chaque État, des voies de recours appropriées soient ouvertes aux personnes qui ont été victimes de discrimination raciale. Les mécanismes internationaux des droits de l'homme jouent un rôle essentiel dans la protection de ces droits, mais ils n'ont jamais été censés remplacer les institutions nationales, ce qu'ils ne pourraient d'ailleurs pas faire. L'OIM, rappelant que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale fait explicitement obligation aux États parties d'assurer aux personnes victimes de la discrimination raciale des voies de recours effectives, juge important que la Conférence insiste sur cette obligation.

8. L'existence de recours effectifs revêt une importance toute particulière pour les travailleurs migrants en situation irrégulière qui, par peur de révéler leur situation et d'être expulsés, n'osent souvent pas, dans la pratique, utiliser les voies de recours nationales. Il faut donc veiller avec le plus grand soin à ce que les travailleurs en situation irrégulière aient en pratique accès aux voies de recours nationales.

9. Comme on l'a noté plus haut, les travailleurs migrants sont devenus dans de nombreux pays des boucs émissaires rendus responsables de problèmes économiques ou sociaux réels ou perçus comme tels. Les travailleurs migrants "illégaux" sont parfois présentés comme des criminels, des parasites sociaux et, d'une manière générale, comme une menace pour la cohésion de la société. Ces descriptions sont à mettre en rapport avec les actes alarmants de violence qui sont dirigés contre les migrants et d'autres personnes appartenant à des minorités raciales.

10. Dans la plupart des sociétés, il existe des groupes qui ont vraiment peur d'être économiquement et socialement marginalisés. C'est pourquoi les travailleurs migrants sont souvent des boucs émissaires tout indiqués; ils ne sont pas - ou pratiquement pas - en mesure de se faire entendre sur le plan politique de façon que leur situation réelle et la contribution qu'ils apportent à la société soient largement reconnues. Cette situation des travailleurs migrants crée un climat émotionnel et passionné qui empêche l'ouverture d'un débat national rationnel sur l'immigration. Dans le cadre de leur politique de lutte contre la discrimination raciale, les États devraient veiller à ce que l'opinion publique reçoive des informations exactes sur les questions

relatives à l'immigration, notamment sur la situation des travailleurs migrants et les avantages qu'a apportés l'immigration tout au long de l'histoire.

11. L'une des grandes idées qui a présidé à la restructuration, en 1997, de l'Organisation des Nations Unies était que les préoccupations relatives aux droits de l'homme devaient être intégrées dans toutes les activités menées par l'Organisation et que les institutions de l'ONU devaient prendre en compte les incidences sur les droits de l'homme des activités qu'elles planifiaient et réalisaient. L'OIM considère en conséquence qu'il incombe à toutes les institutions de l'ONU et aux autres organismes internationaux de contribuer à l'élimination de la discrimination raciale.

12. Les institutions pourraient contribuer plus activement à la réalisation de cet objectif en communiquant des informations pertinentes aux divers organes et entités de l'ONU s'occupant des droits de l'homme et chargés précisément de lutter contre la discrimination raciale, par exemple le Comité pour l'élimination de la torture, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants. Pour que ce type d'information soit communiqué de la manière la plus efficace possible, il faudra veiller à ce que le personnel de chacune des institutions possède les connaissances nécessaires en matière de discrimination raciale. Pour des raisons d'efficacité, il conviendrait aussi que les agents de liaison des différentes organisations se réunissent régulièrement afin d'échanger des informations et d'examiner les stratégies à mettre en œuvre.

13. Toute activité de ce type suppose un effort soutenu d'un certain nombre de fonctionnaires et ne sera donc possible que si les ressources supplémentaires nécessaires sont dégagées. Étant donné l'importance qu'il y a à ce que, à l'échelle du système, des mesures effectives soient prises pour faire face au problème du racisme, l'OIM espère que les États auront à cœur de verser la contribution relativement modeste qui pourra être requise à cette fin.
